

Réponses à la consultation ARCEP

« La situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle »

Adresse d'envoi : thd@arcep.fr

Répondant :

Intercable Réunion SAS
7 rue Henri Cornu
Imm. Rodrigues 2
97490 Sainte-Clotilde – Réunion

Numéro d'opérateur : Numéro 07/0422

Question 1.

Les acteurs sont invités à décrire les infrastructures de génie civil dont ils sont propriétaires ou exploitants. Quelles sont les principales caractéristiques de ces infrastructures (topologie, matériaux employés, dimensionnement, etc.) ? Ces caractéristiques diffèrent-elles selon les dates d'installation, leur localisation, le type de réseau filaire déployé ?

Intercable Réunion SAS (ci-dessous désignée par ICR) est en phase d'études pour le déploiement d'une offre très haut débit sur l'Ile de la Réunion. Elle n'a, pour le moment aucune infrastructure. ICR envisage de recourir aux infrastructures de FT (réseau de transport et réseau de distribution), sous réserve d'un coût raisonnable.

Comme évoquée par l'ARCEP dans son introduction, la possibilité de recourir à des infrastructures existantes pour le passage des câbles jusqu'aux bâtiments change considérablement l'équation économique d'un opérateur souhaitant déployer un réseau très haut débit. En zone urbaine, les infrastructures de génie civil du téléphone sont quasiment les seules susceptibles d'accueillir de nouveaux réseaux de boucle locale. Une régulation portant sur les fourreaux est donc à envisager rapidement, pour permettre aux opérateurs alternatifs de déployer le Très Haut Débit et ne pas freiner la dynamique de développement TIC sur le territoire national.

Question 2.

Les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité les offres et les contrats de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client (notamment dans le cadre de la cession des réseaux du plan câble). Les caractéristiques des offres précédemment décrites sont-elles exactes ? Quelles sont les offres de mises à disposition de génie civil autres que celles mentionnées ?

ICR a reçu et étudié l'offre « liaison de génie civil sur le domaine public routier » (LGC DPR), ainsi que l'offre « liaison de génie civil en zone d'aménagement concerté » (LGC ZAC).

Les principales caractéristiques de cette **offre LGC-DPR** sont bien :

- périmètre limité à l'occupation de fourreaux situés entre des chambres de génie civil établies sur le domaine public routier ; il exclut l'occupation des chambres et l'adduction ;
- demande de l'opérateur tiers formulée sous la forme d'un parcours entre deux chambres ; elle fait l'objet d'une étude d'éligibilité de la part de France Télécom ;

- tarif de location compris entre 5 et 9 € par mètre linéaire et par an par fourreau, suivant le type de zone et la durée de location (et ce, sans parler des frais d'études, d'accès au service, etc.) ;

Cette offre LGC-DPR est financièrement trop lourde à supporter dans le cadre d'un projet d'ampleur. Tout au plus peut-elle se justifier pour des besoins ponctuels, sur une zone délimitée bien spécifique, ou dans un contexte transitoire.

L'offre LGC ZAC concerne le génie civil exploité par France Télécom dans des zones établies sous le régime juridique de la zone d'aménagement concerté (ZAC). La collectivité a donc financé la construction de ces infrastructures, et en est propriétaire. France Télécom est fréquemment exploitant de droit ou de fait.

Les principaux avantages par rapport à la LGC DPR sont :

- la mise à disposition préalable de cartes, ce qui permet d'étudier la structure de développement du réseau fibres à créer;
- la possibilité d'effectuer des sorties intermédiaires le long de la liaison ;
- un tarif de location plus attractif

La seconde convention présente un cadre plus favorable mais là aussi, ICR estime que les prix ne sont pas tournés vers les coûts. Un tarif de 0,95 €/ml/an, qui ne rémunère pas l'actif mais seulement l'exploitation et la maintenance, est beaucoup trop élevé;

Un simple calcul sur la base des 300 000 km d'artères de GC constituées chacune de 5 fourreaux, conduit à une enveloppe de maintenance et exploitation du total des infrastructures d'environ 1.5 Milliards d'euros par an.

ICR considère que ce montant est bien au-delà du réel. Tout au plus doit-il y avoir quelques dizaines de millions d'euros de charge de maintenance et exploitation des fourreaux (hors équipements câbles,) sur l'ensemble du territoire.

En effet les charges sur les fourreaux ne sont constituées que des réparations éventuelles suite à l'usure ou à une agression externe.

Offre de mise à disposition de fourreaux par la Région Réunion : ICR a commencé à étudier la possibilité de louer certains fourreaux déployés par la Région, le long des routes nationales. Un projet de convention pour la location de ces fourreaux est en cours d'élaboration.

Question 3.

Quelles sont les contraintes d'utilisation des galeries visitables des réseaux d'assainissement pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau de boucle locale ? Pour quelle raison les opérateurs ayant choisi de déployer leur réseau dans les égouts visitables à Paris ont-ils retenu cette solution ? Cette solution est-elle équivalente à la possibilité d'avoir accès au génie civil d'un opérateur tiers ?

Actuellement sans objet pour la Réunion.

Question 4.

Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ? Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ? Le marché du génie civil est-il local ou national ?

La **délimitation du périmètre géographique** du marché à l'échelle locale ou nationale nous semble être un point essentiel pour la Réunion et plus largement les DOM. En effet une application localisée conduirait à créer une distorsion entre les régions et l'insularité ne ferait qu'accroître le décalage des DOM.

La seule alternative aux offres de mise à disposition de génie civil des opérateurs semble être **l'utilisation de supports aériens**. Actuellement seuls les supports Basse Tension (BT) d'EDF sont utilisables mais cette solution est très limitée en terme de quantitatif de poteaux. De plus ces infrastructures sont globalement localisées dans des zones rurales et semi-urbaines, ce qui signifie que les coûts de location doivent être raisonnables si l'on veut respecter l'équilibre économique de ces opérations. L'élargissement aux supports HTA permettrait d'accroître le volume de supports.

Une autre solution pourrait être d'imposer à FT de mutualiser ses poteaux à un coût raisonnable, de la même façon que FT utilise les poteaux BT d'EDF. Cela s'inscrirait dans une cohérence globale d'aménagement du territoire et de saine gestion de l'espace. Il serait ainsi, envisageable pour un opérateur souhaitant déployer de la fibre optique, de poser ses câbles en parallèle avec le cuivre FT.

Question 5.

Les acteurs sont invités à compléter et corriger ces données. Le périmètre est celui de la boucle locale. Ceci inclut les adductions dans le cas de réseaux pénétrants.

Les principales infrastructures de génie civil dans la boucle locale sont, à notre connaissance :

- les fourreaux du réseau téléphonique de France Télécom
- les fourreaux exploités par la Région Réunion (env 100km d'artères avec 3 à 21 fourreaux le long des RN et d'axes majeurs)
- les fourreaux exploités par le Conseil Général (quelques km d'artères avec 3 à 6 fourreaux)
- les fourreaux exploités par les Communautés de Communes (env 20km d'artères avec 3 à 6 fourreaux pour la Cîrest ainsi qu'un projet du TCO).

Mais le constat est bien que France Télécom dispose d'un linéaire de génie civil prépondérant.

Question 6.

Les acteurs sont invités à compléter le tableau ci-dessous pour les contrats et les offres de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client. Il s'agit des volumes d'échange relatifs à ces offres et contrats.

Pas de location, ni de mise à disposition de génie-civil pour le moment.

Question 7.

Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ? Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ? Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?

La **prédominance de France Télécom** pour la location de fourreaux est indéniable.

La **pression concurrentielle** sur les offres de fourreaux ne peut conduire à une baisse des prix. En effet, comme le dit très bien l'ARCEP, le portefeuille de génie-civil de FT est bien supérieur à toute autre offre (égouts, cablo-opérateurs, collectivité,...). Il n'y a donc pas de contre-pouvoir. De ce fait, France Télécom n'a aucun intérêt à être agressif sur une zone très limitée au risque de devoir ensuite étendre ces offres à l'ensemble du territoire et donc perdre globalement des recettes (cf : FT n'a pas baissé son prix de location des fourreaux dans les zones telles que Paris où pourtant des égouts visitables sont présents).

L'aspect autoconsommation conduit FT à **préempter les fourreaux** disponibles afin de ne pas pouvoir en mettre à disposition des opérateurs alternatifs. Une solution à cette carence de fourreaux pourrait consister à imposer le **sous-tubage** du dernier fourreau pour récupérer de la disponibilité (procédure de désaturation du génie civil), voir le sous-tubage du fourreau d'adduction pour permettre de dérouler de la fibre optique. (« Il semble que France Télécom utilise des fourreaux partiellement occupés pour le tirage des câbles, notamment pour l'adduction »). Cette solution technique devrait être généralisée à tous les opérateurs. Cependant FT risque de limiter la faisabilité en invoquant des contraintes techniques.

Pourquoi alors ne pas d'imposer à FT la pose, sans redevance, d'un sous-tubage par les collectivités (communes, communautés de communes,...) de 3 fourreaux dans l'adduction, charge ensuite à la collectivité de le mettre à disposition des opérateurs à un tarif raisonnable (0.5 à 1€/ml par exemple)

Question 8.

Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ? D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ? Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en oeuvre ?

La concurrence ne peut s'exprimer totalement suite à l'absence de fourreaux facilement et économiquement utilisables par les opérateurs.

Deux solutions :

Soit une **séparation fonctionnelle des activités** de l'opérateur France Télécom afin de constituer une branche infrastructures ayant en charge de construire et d'exploiter les fourreaux, réseaux, chambres et locaux techniques et de les mettre à disposition de tous les opérateurs, en toute neutralité.

Soit la **régulation des ouvrages de génie-civil** en mettant en place une offre de référence, avec des tarifs orientés vers les coûts, en intégrant le fait qu'une majorité des réseaux est amortie. Mais ces offres doivent aller au-delà de ce qui est fait en Allemagne avec une offre de gros d'accès aux fourreaux entre les répartiteurs et les sous-répartiteurs. Il faut pouvoir couvrir également l'adduction.

De plus il est nécessaire que les opérateurs alternatifs aient accès aux **bases de données 102 et 103** relatives respectivement aux fiches d'occupation des alvéoles et aux plans itinéraires du génie civil (parcours des fourreaux et emplacement des chambres). Ces bases doivent être fournies en totalité pour permettre à ICR d'étudier sa structure de déploiement la mieux adaptée au réseau de fourreaux disponibles, de construire son plan de déploiement et son plan d'affaires. ICR devrait également avoir la possibilité de faire des relevés sur le terrain.

Question 9.

Les acteurs sont invités à commenter les offres actuelles de France Télécom de mise à disposition de génie civil. Ces offres sont-elles adaptées pour un opérateur souhaitant déployer une boucle locale optique ? Dans quelles conditions géographiques (densité, hauteur du bâti, etc.) les tarifs de location sont-ils compatibles avec de tels déploiements ? Quels sont les aspects critiques d'une offre de gros d'accès au génie civil ? Quel est l'état des discussions entre France Télécom et les opérateurs alternatifs sur l'évolution de son offre LGC DPR ?

France Télécom pratique des **tarifs de location** de génie civil exagérément élevés, à l'instar de ceux de son offre LGC DPR, qui sont compris entre 5 à 9 €/ml/an et par fourreau. Ces coûts nous

paraissent élevés et ne reflètent pas la réalité. L'essentiel de cette infrastructure a été construite sur des fonds publics. Il serait logique que l'utilisateur final bénéficie d'un retour sur cet investissement fait par l'Etat et maintenant largement amorti. Un nombre important d'ouvrages a plus de 15 ans et est donc fortement amorti. Les prix de location pratiqués ne sont pas tournés vers les coûts. En effet, le calcul doit également intégrer le fait que traditionnellement FT déploie entre 3 et 5 fourreaux par artère, ce qui signifie que les tarifs proposés de location du fourreau sont au moins entre 3 et 5 fois supérieurs à l'amortissement de l'infrastructure. De plus, la Région et les collectivités proposant la location de fourreaux nous ont affirmés que FT n'acceptait pas de payer plus de 0,95 €/ml/an par fourreau, une politique qui semble très contradictoire par rapport à leur offre LGC DPR.

ICR envisage, face à la lourdeur des procédures et à un tarif d'accès trop élevé, pratiqués par France Télécom, d'établir ses propres infrastructures de génie civil.

Cette solution présente néanmoins les limites que l'ARCEP évoque :

- Délais importants pour les études et démarches administratives.
- Coût élevé des travaux de génie civil en zone urbaine, obstacle majeur à la réalisation de nouvelles adductions.

De ce fait le développement de l'offre Très Haut Débit sur la Réunion s'en trouvera ralenti.

Des techniques de « génie civil allégé » sont à l'étude pour le projet ICR. Elles devraient permettre la pose de réseaux enterrés sous les trottoirs ou sous les chaussées à des profondeurs moins importantes que le génie civil traditionnel. Ces techniques doivent permettre de réduire les coûts et délais de mise en œuvre.

ICR prévoit de mettre à disposition des autres opérateurs intéressés les infrastructures qu'elle compte réaliser.

Question 10.

France Télécom est invitée à préciser à l'Autorité les modalités d'occupation de son génie civil pour ses besoins propres, et à communiquer un document décrivant les règles d'ingénierie correspondantes. L'occupation du génie civil fait-elle l'objet d'un protocole de cession interne ?

Réponse FT.

Question 11.

Les acteurs sont invités à indiquer quels sont les déterminants des déploiements de réseaux très haut débit. Comment influe la densité de population sur le coût de déploiement ? Quel est le coût maximal par foyer ou par abonné susceptible d'être rentabilisé ? Sur quelle durée de retour sur investissement les opérateurs sont-ils prêts à investir ? En quoi la possibilité d'accéder à des fourreaux peut-elle modifier l'équation économique ?

ICR étudie présentement ces questions et ne peut pour l'instant fournir de chiffres exacts à l'ARCEP.

Ceci dit, France Télécom bénéficie effectivement d'un avantage dans l'accès aux infrastructures de génie civil par rapport aux opérateurs alternatifs, et donc dans le déploiement du très haut débit.

La mise en place d'une régulation des fourreaux de France Télécom est impérative si la séparation fonctionnelle n'est pas envisagée afin de :

- limiter l'avantage concurrentiel de France Télécom sur les autres opérateurs ;
- permettre une concurrence par les infrastructures entre opérateurs de boucle locale ;
- favoriser les investissements des opérateurs, et donc permettre ainsi une meilleure couverture du territoire en fibre optique ;

Question 12.

Les acteurs sont invités à commenter ces différentes obligations. Sont-elles nécessaires ? Sont-elles suffisantes ?

La position occupée par France Télécom sur le marché de la mise à disposition de génie civil met cet opérateur en situation : de refuser totalement ou partiellement l'accès à son génie civil ou aux informations y afférentes, de fournir l'accès dans des conditions opaques ou discriminatoires, de préempter ces infrastructures pour ses besoins propres ou ses besoins futurs, ou encore de pratiquer des tarifs d'accès supérieurs aux coûts.

Le constat est un manque d'information important vis-à-vis des réseaux de fourreaux de France Télécom et une procédure longue et complexe pour les demandes d'études. La première étape consisterait à avoir **accès à leurs bases de données** (102 et 103).

Obligations nécessaires :

- faire droit aux demandes raisonnables d'accès aux infrastructures de génie civil : il s'agit de garantir la fourniture effective de l'accès au génie civil, sur un périmètre et selon des modalités pertinentes ;
- publication d'une offre de référence : il s'agit à la fois de garantir la transparence de l'offre, pour diminuer les coûts de transaction et limiter les cas de discrimination, de limiter l'asymétrie de pouvoir de négociation entre France Télécom et les opérateurs alternatifs, et d'introduire un mécanisme de dissuasion au travers de la faculté de l'Autorité de modifier l'offre de référence ;
- tarifs reflétant les coûts : pour garantir un niveau des prix de gros compatible avec des déploiements d'opérateurs alternatifs au niveau de la boucle locale, tout en évitant la captation d'une rente de monopole par France Télécom ;
- comptabilisation des coûts et séparation comptable : il s'agit de limiter les effets de l'intégration verticale de France Télécom, par exemple par la mise en oeuvre de protocoles de cession interne relatifs au génie civil.

Question 13.

L'Autorité invite les acteurs qui le souhaitent à formuler dès à présent des propositions quant aux principales caractéristiques de l'offre de gros qui leur paraîtrait pertinente.

ICR souhaiterait, au-delà des obligations génériques, que les modalités de fourniture de l'accès aux fourreaux soient les plus simples possibles afin de gagner du temps sur la mise en oeuvre de son projet Très Haut Débit. Des procédures lourdes équivalentes à toutes celles actuellement en vigueur (LGC, Dégroupage,...) nuisent à un développement rapide du territoire en THD.

Question 14.

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur ces différents scénarii. Quels sont les avantages et inconvénients de chaque scénario ? Quel scénario paraît le plus solide juridiquement ? Quels autres scénarii pourraient être envisagés ?

Les contributions doivent nécessairement porter sur les points suivants :

- **les modalités d'accès des équipes techniques de l'opérateur tiers** aux chambres, par exemple pour les opérations de tirage, de maintenance, de jarretièrage, de dérivation ou encore de relevé de disponibilité ; la possibilité pour l'opérateur tiers d'effectuer par lui-même des relevés de disponibilité sur le terrain ;

- le niveau du tarif de location au ml ;
- la nature et le format des informations préalables en ce qui concerne l'emplacement des infrastructures et leur disponibilité ;
- les conditions pour assurer un processus de commande et de livraison transparent, rapide et efficace, notamment en ce qui concerne les durées de réservation et de livraison ;
- les règles d'ingénierie, notamment en ce qui concerne l'utilisation des fourreaux partiellement occupés, l'occupation des chambres et les procédures éventuelles de désaturation ;
- le mécanisme permettant s'assurer la transparence des règles d'ingénierie et le contrôle de leur respect sur le terrain ;

Le scénario 1 consistant à créer un nouveau marché de la mise à disposition de génie civil de communications électroniques semble être le plus pertinent en termes de régulation sous réserve qu'il intègre les dispositions énoncées ci-dessus :

- tarif tourné vers les coûts réels
- procédure allégée de mise à disposition.

Nous proposons l'établissement de 2 tarifs.

- 1) Pour les agglomérations de plus de 100,000 personnes densément peuplées, sections de villes recouverts de ciment, bitume et les traverses de rues ou des routes et artères principales. Un coût maximal de 2€ du mètre linéaire, par fourreau, par année, incluant l'accès à l'adduction.
- 2) Dans les agglomérations rurales et tout autre endroit dont les travaux ont été effectués AVANT la pose des recouvrements: un maximum de 1€ du mètre linéaire, par fourreau, par année

Notre société mettra à disposition ses conduites disponibles aux conditions proposées au fur et à mesure qu'elles seront construites, au besoin et sur demande de tiers opérateurs.